

Bijlage 43

Gemeente

VOORONTWERP VAN GRONDGEBRUIKSPLAN

Het College van Burgemeester en Schepenen deelt mee dat een voorontwerp van grondgebruiksplan ter inzage wordt gelegd van het publiek.

Dit grondgebruiksplan heeft betrekking op het gedeelte van het grondgebied van de gemeente dat gelegen is binnen de hiernavolgende grenzen:

en het omvat de volgende kadastrale percelen:

Het voorziet:

— de hierna volgende accomodatiecapaciteit:

— de hierna volgende recreatieve voorzieningen:

Bijlage 44

Gemeente

VOORONTWERP VAN GRONDGEBRUIKSPLAN

Het College van Burgemeester en Schepenen deelt mee dat een voorontwerp van grondgebruiksplan ter inzage wordt gelegd van het publiek.

Dit voorontwerp van grondgebruiksplan heeft betrekking op het gedeelte van het grondgebied van de gemeente dat gelegen is binnen de hiernavolgende grenzen:

met een oppervlakte van:

Voor nadere inlichtingen en inzage van het dossier kan men zich wenden tot het gemeentebestuur van op (dagen) en (uren).

Te, op

De Gemeentesecretaris,

Het College,

COUR D'ARBITRAGE

F 86 — 110

Arrêt

Numéro de rôle: 7

* *En cause*: la requête du Conseil des Ministres du 7 juin 1982 tendant à faire constater par la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat que le Conseil de la Communauté française a excédé les limites de ses compétences en adoptant l'article 8 du décret du 8 septembre 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales », requête renvoyée à la Cour d'arbitrage en application de l'article 110 de la loi du 28 juin 1983.

La Cour d'arbitrage,
composée de:

MM. J. Delva, et E. Gutt, présidents,

MM. J. Wathelet, L.P. Suetens, W. Calewaert, J. Sarot et L. De Greve, juges,

H. Van Der Zwalmen, greffier,

l'audience étant présidée par le président E. Gutt, a rendu l'arrêt suivant:

I. *Objet*

Par requête du 7 juin 1982, adressée à la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat, le Conseil des Ministres demande de constater que le Conseil de la Communauté française a excédé les limites de ses compétences en adoptant l'article 8 du décret du 8 septembre 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales ».

Le Conseil des Ministres demande également au Conseil d'Etat de dire possible un conflit entre ce décret et la législation nationale à « prendre » en la matière.

Conformément à l'article 110 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, cette affaire a été renvoyée à la Cour d'arbitrage.

II. *La procédure*

La requête a été notifiée le 4 mars 1985 aux autorités indiquées aux articles 59, § 1, et 113 de la loi organique de la Cour d'arbitrage.

Le greffier de la Cour a fait publier au *Moniteur belge* du 6 mars 1985 en français, en néerlandais et en allemand, un avis relatif à cette requête.

Le 2 avril 1985, l'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire.

Le 22 juillet 1985, le Conseil des Ministres a déposé des conclusions au greffe de la Cour.

Le 17 septembre 1985, l'Exécutif de la Communauté française a déposé des conclusions au greffe de la Cour.

La Cour a prorogé le délai qui lui est imparti pour rendre son arrêt jusqu'au 30 septembre 1985, par ordonnance du 28 mars 1985, et jusqu'au 31 mars 1986, par ordonnance du 25 septembre 1985.

Par ordonnance du 11 juin 1985, la Cour a décidé que l'affaire était en état et a fixé l'audience pour plaidoiries au 28 juin 1985.

Les parties et leurs avocats en furent informés par le greffier de la Cour les 12 et 13 juin 1985.

Ont comparu à l'audience du 28 juin 1985

— Me P. Van Ommeslaghe, avocat à la Cour de Cassation, pour le Conseil des Ministres;

— Me J. Periberger, avocat du Barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française.

A cette même audience, les juges Wathelet et Suetens ont fait rapport respectivement en français et en néerlandais.

Pour permettre aux parties de s'expliquer quant à la saisine de la Cour au regard notamment de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il était en vigueur lors de l'introduction de la requête, et des articles 110 et 1er de la loi du 28 juin 1983, l'affaire a été mise en continuation pour plaidoiries à l'audience publique du 19 septembre 1985.

Ont comparu à l'audience du 19 septembre 1985 :

— Me P. Van Ommeslaghe et Me Ph. Gerard, avocats à la Cour de Cassation, pour le Conseil des Ministres;

— Me J. Periberger, avocat du Barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française.

Me Periberger ayant exposé qu'il était amené à contester la composition de la Cour telle que fixée par ordonnance rendue le 13 décembre 1984 par le président en exercice en application des articles 46, § 1, 49 et 50 de la loi du 28 juin 1983 et modifiée par ordonnance du 14 mai 1985 suite à l'empêchement temporaire du juge Blanckaert, et Me Van Ommeslaghe ayant souhaité conclure par écrit sur cet incident, la Cour a remis l'affaire sine die.

Par ordonnance rendue le 30 septembre 1985, le président en exercice a soumis l'affaire à la Cour d'arbitrage réunie en séance plénière pour connaître de l'incident.

Le 4 octobre 1985, l'Exécutif de la Communauté française a déposé des conclusions additionnelles au greffe de la Cour.

La Cour a fixé l'examen de l'incident à l'audience publique du 22 octobre 1985, date d'audience dont les parties et leurs conseils ont été avisés par le greffier de la Cour les 3, 4 et 7 octobre 1985.

Ont comparu à l'audience du 22 octobre 1985 :

— Me P. Van Ommeslaghe et Me Ph. Gerard, avocats à la Cour de Cassation, pour le Conseil des Ministres;

— Me J. Periberger, avocat du Barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française.

A l'audience du 22 octobre 1985, Me Periberger, a déposé des deuxièmes conclusions additionnelles et Me Van Ommeslaghe a déposé des conclusions.

Par arrêt du 25 octobre 1985, la Cour a décidé que le siège tel qu'il était composé lors de l'audience du 19 septembre 1985, était conformément au prescrit de la loi.

L'arrêt a été notifié conformément à l'article 96 de la loi organique les 29 et 31 octobre, et 4 novembre 1985.

La Cour a fixé l'examen du fond de l'affaire à l'audience publique du 19 novembre 1985, date d'audience dont les parties et leurs conseils ont été avisés par le greffier de la Cour les 30 octobre et 4 novembre 1985.

Ont comparu à l'audience du 19 novembre 1985 :

— Mes P. Van Ommeslaghe et Me Ph. Gerard, avocats à la Cour de Cassation, pour le Conseil des Ministres;

— Me J. Periberger et Me V. Dewolf, avocats du Barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française.

Mes Van Ommeslaghe, Periberger et Dewolf ont été entendus en leurs plaidoiries.

La procédure a été poursuivie conformément aux articles 52 et suivants de la loi du 28 juin 1983, concernant l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. En droit

1. Le décret entrepris a été voté par le Conseil de la Communauté française le 7 juillet 1981. Il a été promulgué par le Roi le 8 septembre 1981 et publié au *Moniteur belge* du 21 octobre 1981. Il est entré en vigueur le 31 octobre 1981.

2. Ce décret fixe les conditions de reconnaissance des radios locales. L'article 2 donne compétence à l'Exécutif de la Communauté française pour reconnaître les radios locales lorsqu'elles sont organisées conformément au décret et aux arrêtés pris en exécution de celui-ci. Cette reconnaissance intervient sur avis motivé du Conseil des radios locales, dont les modalités de création et de fonctionnement sont fixées par les articles 3 et 4 du décret.

Les articles 5 et 6 régissent la procédure et les conditions de reconnaissance.

L'article 7 donne aux pouvoirs publics locaux la possibilité de collaborer à l'organisation de radios locales ou de quartiers par l'intermédiaire de foyers centraux agréés.

L'article 8 — au cœur du débat — dispose :

« Sont interdites :

a) Les émissions portant atteinte au respect des lois, à la sécurité de l'Etat, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituant une offense à l'égard d'un Etat étranger;

b) Les émissions revêtant un caractère de publicité commerciale;

c) Les émissions de propagande électorale. »

L'article 13 prévoit la possibilité de suspension ou de retrait de la reconnaissance en cas de non respect des dispositions du décret.

3. Les parties au litige sont le Conseil des Ministres, partie requérante, et l'Exécutif de la Communauté française.

Quant à la recevabilité

4. A 1. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Communauté française conteste la recevabilité *ratione temporis* de la requête portée devant la Cour d'arbitrage.

Selon l'Exécutif de la Communauté française, la recevabilité de la requête doit s'apprécier d'après la règle de procédure en vigueur au moment où le recours a été introduit;

« rien, en effet, dans la loi relative à la Cour d'arbitrage, ne change les règles de procédure anciennes, sauf ce qui est dit à l'article 110 à propos du renvoi des affaires; en outre, les lois de procédure ne rétroagissent pas, sauf si le contraire est stipulé de façon expresse ».

Il relève qu'aux termes de l'article 36 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, « la procédure devant la section des conflits est la même que celle qui est suivie devant la section d'administration », sous réserve des adaptations apportées par le Roi. Par arrêté royal du 22 août 1975, le Roi a promulgué un certain nombre de règles de procédure spécifiques à la section des conflits de compétence. Cependant, il n'a pas introduit de dérogation à la disposition de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, en vertu duquel le délai pour l'introduction d'une requête est fixé à 60 jours, à partir du moment où l'acte ou le règlement incriminé ont été publiés ou notifiés.

L'Exécutif de la Communauté française arrive à la conclusion que :

« 1. Un délai, lorsque la validité d'une règle normative est en discussion, est indispensable (...).

2. Le délai en vigueur au moment de l'introduction du recours était de 60 jours à partir de la publication du décret au *Moniteur belge*.

3. Aucune disposition n'a ouvert un nouveau délai, subsidiairement, même le délai d'un an prévu à l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 28 juin 1983, n'a pas été respecté ».

2. Le Conseil des Ministres fait valoir, à titre principal, que la recevabilité *ratione temporis* de la requête doit s'apprécier uniquement au regard de la loi du 28 juin 1983, dont l'article 110, par dérogation à l'article 2, permet à la Cour de statuer au sujet de lois et décrets qui peuvent avoir été publiés plus d'un an avant le renvoi de l'affaire.

« Aucune disposition de la loi du 28 juin 1983 ne prévoit que votre Cour devrait apprécier la recevabilité *ratione temporis* des recours dont elle est saisie par le renvoi opéré en vertu de l'article 110, à la lumière de dispositions légales ou réglementaires autres que celles édictées par cette loi elle-même ».

Si la Cour décidait que la loi en vigueur au moment où la requête a été introduite doit être appliquée pour apprécier la recevabilité *ratione temporis* du recours, il n'en résulterait pas pour autant, selon le Conseil des Ministres, que la requête eût dû être introduite dans les soixante jours. Selon lui, l'instauration d'un recours en annulation d'une norme légale ou ayant force légale n'est pas nécessairement assortie d'un délai de recours, comme le montrent des exemples tirés du droit comparé ou du premier projet de loi sur la Cour d'arbitrage. Il relève ensuite que, si dans le projet de loi il avait été prévu une saisine sans limite de temps (« en tout temps ») de la section des conflits, l'omission au cours de la procédure des mots : « en tout temps » à l'occasion d'une autre modification du texte et sans indication de motifs, ne doit pas nécessairement être interprétée comme montrant la volonté du législateur d'instaurer un délai; le législateur a en effet pu juger qu'il était inutile de maintenir les mots « en tout temps ». Le Roi, habilité par la loi à régler la procédure devant cette section, ne pouvait donc contrairement à la volonté du législateur, fixer de délai pour agir et « il ne peut être déduit de l'absence dans l'arrêté royal du 22 août 1975 de toute disposition fixant un tel délai que le délai du recours en annulation des actes administratifs serait d'application ».

4. B. La recevabilité *ratione temporis* de la requête doit s'apprécier au regard de la loi qui était en vigueur au moment où la requête a été introduite.

L'article 36 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat disposait, au moment où la requête a été introduite : « la procédure devant la section des conflits de compétence est la même que celle qui est suivie devant la section d'administration. Le Roi peut y apporter des adaptations ».

En application de cette disposition, le Roi a déterminé la procédure devant la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat par l'arrêté royal du 22 août 1975.

Cet arrêté contient des dispositions de pure procédure telles que saisine de la section, délai pour l'envoi des mémoires, tenue des audiences, etc... Il ne contient aucune disposition fixant, pour la saisine de la section sur base de l'article 37 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un délai au respect duquel la recevabilité de la requête introduite par le Conseil des Ministres serait subordonnée.

Le délai de soixante jours fixé par l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat n'est pas davantage applicable, en vertu de l'article 36 précité, à la requête par laquelle le Conseil des Ministres saisit la section des conflits de compétence. Le délai de « prescription » des recours en annulation formés contre

les actes et règlements des autorités administratives ne pouvait concerner les requêtes introduites devant la section des conflits de compétence, dès lors que celle-ci ne disposait pas du pouvoir d'annulation des décrets entrant en conflit avec la loi.

Il faut en conclure qu'en l'absence d'un délai de forclusion, la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat a été régulièrement saisie le 7 juin 1982 par le Conseil des Ministres d'une requête tendant à régler le conflit résultant de l'article 8, b, du décret du 8 septembre 1981 publié au *Moniteur belge* du 21 octobre 1981. La Cour d'arbitrage peut donc connaître de ce conflit sur le renvoi opéré en vertu de l'article 110 de la loi du 28 juin 1983.

Quant à l'objet du recours

5. A. 1. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Communauté française fait valoir que la Cour d'arbitrage ne peut statuer au-delà de la demande originaire et ne peut donc annuler l'article 8 du décret entrepris. « Elle pourra donc constater, comme il avait été demandé au Conseil d'Etat (...), que l'article 8 du décret du 8 septembre 1981 excède les limites de la compétence de la Communauté française, et qu'un conflit entre ce décret et la législation nationale à prendre en la matière est possible ».

2. Selon le Conseil des Ministres, « il est conforme à l'économie même de la disposition et au but poursuivi par le mécanisme du renvoi que (la) Cour puisse exercer, sur les lois ou décrets dénoncés à la section des conflits de compétence, le pouvoir d'annulation qu'elle tient de l'article 1er de la loi du 28 juin 1983 ». « Sans doute est-il nécessaire qu'en pareil cas la partie requérante invite formellement (la) Cour à annuler la loi ou le décret querellé mais rien ne s'oppose à ce qu'elle puisse former cette demande en cours d'instance ».

B. La requête signée par le Premier Ministre le 7 juin 1982 tend, d'une part, à faire constater par le Conseil d'Etat que le Conseil de la Communauté française a excédé les limites de ses compétences en adoptant l'article 8 du décret du 8 septembre 1981 fixant les conditions de reconnaissance des radios locales et, d'autre part, à faire dire possible un conflit entre ce décret et la législation nationale à prendre en la matière.

Cette requête était introduite sur base des articles 17 et 37 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tels qu'ils avaient été modifiés par la loi du 9 août 1980.

L'article 110 de la loi du 28 juin 1983, portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, dispose que les affaires relatives à des conflits entre loi et décret — ce qui vise tous les conflits, qu'ils soient actuels ou virtuels, comme en l'espèce — (...) pendant (...), devant la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont renvoyées à la Cour d'arbitrage. La Cour d'arbitrage a donc été saisie de la requête introduite par le Premier Ministre en application de cette disposition légale, sans qu'il ait été nécessaire d'introduire une nouvelle requête ou une requête ampliative.

La Cour d'arbitrage tient sa compétence de la loi du 28 juin 1983. Elle peut être saisie de deux manières : soit par le Conseil des Ministres ou un Exécutif de Communauté ou de Région — elle dispose alors d'une compétence d'annulation (article 1er de la loi du 28 juin 1983) — soit par une juridiction — elle statue alors à titre préjudiciel (article 15 de loi du 28 juin 1983). Dans la présente affaire, la Cour d'arbitrage est amenée à se prononcer sur une requête du Conseil des Ministres. Elle doit donc statuer sur base de l'article 1er, § 1er, de la loi du 28 juin 1983 et détient une compétence d'annulation.

Quant au fondement du recours

6. A. 1. Le Conseil des Ministres fait valoir que l'article 8, b du décret est contraire à l'article 4, 6°, de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui, en exécution de l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution, attribue aux Communautés la compétence en matière de radiodiffusion et de télévision, à l'exception de l'émission de communications du Gouvernement national ainsi que de publicité commerciale. La partie requérante précise : « Le Conseil de la Communauté française est compétent pour fixer les conditions de reconnaissance des radios locales mais ne peut, à cette occasion, légiférer en matière de publicité commerciale ». En son article 8, b, le décret est donc entaché d'un excès de compétence et un conflit potentiel peut surgir entre ce décret et la législation que le Parlement national peut prendre en la matière.

2. L'Exécutif de la Communauté française soutient, tout d'abord, que le décret n'est pas incompatible avec la loi, puisqu'en cas d'interdiction de la publicité, les intérêts de la presse sont sauvegardés, ce qui était précisément l'objectif poursuivi par le législateur spécial lorsqu'il a attribué au législateur national la matière de l'émission de la publicité commerciale.

Il se fonde également sur l'article 10 de la loi du 8 août 1980 et fait valoir que l'article 8, b, du décret est, d'une part, un moyen utilisé pour assurer un exercice efficace des compétences des Communautés en matière culturelle, vu les incidences culturelles de la publicité commerciale sur la radiodiffusion et, d'autre part, aussi un des moyens pour que « lors du fonctionnement des radios locales

destinées à être reconnues, soient atteints tous les objectifs visés par les articles 6, § 1er et 6, § 2, dont il n'est pas contesté qu'ils sont de la compétence du Conseil de la Communauté française ».

6. B. 1. La compétence des Communautés en matière de radiodiffusion est fixée par l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980, pris en application de l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution. Aux termes de cette disposition, les Conseils de Communautés sont compétents pour régler la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement national ainsi que de publicité commerciale.

La loi spéciale du 8 août 1980 a donc soustrait la matière de l'émission de publicité commerciale à la compétence des Communautés, manifestant ainsi de façon expresse sa volonté de comprendre cette matière dans les compétences réservées à l'Etat. Toute exception doit s'interpréter restrictivement. Il apparaît néanmoins que la décision de permettre ou non l'introduction de la publicité commerciale constitue l'essence même de la compétence maintenue à l'Etat par l'article 4, 6°, de la loi spéciale, peu importe le mode de radiodiffusion.

L'article 8, b, du décret du Conseil de la Communauté française du 8 septembre 1981 ne peut donc se fonder sur l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

2. L'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, dispose : « les décrets peuvent porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les Conseils ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont indispensables à l'exercice de leur compétence ».

Cette disposition permet aux Communautés de régler une matière pour laquelle l'Etat est en principe compétent, que ce soit aux termes d'une reconnaissance expresse de la loi ou sur base de sa compétence résiduaire. La compétence accessoire des Communautés est cependant limitée de deux manières. Tout d'abord, l'article 10 de la loi spéciale ne peut être isolé du système de répartition des compétences. A cet égard, il y a lieu de relever que, d'une part, la loi spéciale a entendu instituer en principe un système de compétences exclusives et que, d'autre part, la disposition de l'article 4, 6°, qui maintient, par voie d'exception, une compétence à l'Etat doit conserver un sens certain, même si elle appelle une interprétation restrictive. Ensuite, l'article 10 de la loi spéciale exige un lien très étroit entre compétence principale et accessoire — c'est la mesure de l'indispensable.

En interdisant les émissions revêtant un caractère de publicité commerciale, le décret méconnaît les règles répartitrices de compétence, tant en privant d'une large part de son efficacité la compétence reconnue par le législateur spécial à l'Etat, qu'en dérogeant fondamentalement au système de compétences en principe exclusives que le Constituant et le législateur spécial ont institué. Pour être compatible avec le système de compétences exclusives, le recours à l'article 10 de la loi spéciale n'est admissible qu'à la double condition que la matière réservée se prête à un règlement différencié et que l'impact sur la matière réservée ne soit que marginal.

En l'espèce, la décision d'autoriser ou d'interdire la publicité commerciale appartient à l'essence même de la matière réservée au législateur national et appelle une réglementation uniforme.

Le bien-fondé du recours est établi par ces seules constatations et sans qu'il y ait lieu de s'interroger sur le point de savoir si l'interdiction des émissions revêtant un caractère de publicité commerciale était indispensable pour l'exercice de la compétence de la Communauté en matière de radiodiffusion.

Par ces motifs,

La Cour,

dit recevable le recours introduit le 7 juin 1982 par le Conseil des Ministres devant la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat et tendant à faire constater que le Conseil de la Communauté française a excédé les limites de ses compétences et à dire possible un conflit entre décret et loi;

dit pour droit que :

ledit recours est un recours en annulation, en vertu des articles 110 et 1er de la loi du 28 juin 1983 organique de la Cour d'arbitrage.

décide :

L'article 8, b, du décret du Conseil de la Communauté française du 8 septembre 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales », publié au *Moniteur belge* du 21 octobre 1981, est annulé.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi du 28 juin 1983, à l'audience publique du 20 décembre 1985.

H. Van Der Zwalmen.

E. Güt.

ARBITRAGEHOF

N. 86 — 119

Arrest

Rolnummer : 7

In zake : het beroep van 7 juni 1982 van de Ministerraad teneinde door de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State te doen vaststellen dat de Franse Gemeenschapsraad zijn bevoegdheid heeft overschreden bij het aannemen van artikel 8 van het decreet van 8 september 1981 « tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de lokale zenders » (fixant les conditions de reconnaissance des radios locales), beroep dat naar het Arbitragehof is verwezen met toepassing van artikel 110 van de wet van 28 juni 1983.

Het Arbitragehof, samengesteld uit :
de heren J. Delva en E. Gutt, voorzitters,
de heren J. Wathelet, L.P. Suetens, W. Calewaert, J. Sarot en L. De Greve, rechters,
de heer H. Van Der Zwalm, griffier,
zitting houdende onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt, heeft het volgende arrest gewezen :

I. Onderwerp

Bij verzoekschrift van 7 juni 1982, gericht aan de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State, vraagt de Ministerraad vast te stellen dat de Franse Gemeenschapsraad zijn bevoegdheid heeft overschreden door het aannemen van artikel 8 van het decreet van 8 september 1981 « tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de lokale zenders » (« fixant les conditions de reconnaissance des radios locales »).

Tevens verzoekt de Ministerraad de Raad van State te verklaren dat een conflict mogelijk is tussen dit decreet en de ter zake te nemen « nationale wetgeving ».

Overeenkomstig artikel 110 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof is deze zaak naar het Arbitragehof verwezen.

II. De rechtspleging

Het verzoekschrift is op 4 maart 1985 ter kennis gebracht van de in de artikelen 59, § 1, en 113 van de organieke wet op het Arbitragehof genoemde overheden.

De griffier van het Hof heeft in het *Belgisch Staatsblad* van 6 maart 1985 een bericht betreffende dit verzoekschrift in het Nederlands, het Frans en het Duits laten bekendmaken.

Op 2 april 1985 heeft de Executieve van de Franse Gemeenschap een memorie ingediend.

Op 22 juli 1985 heeft de Ministerraad conclusies neergelegd ter griffie van het Hof.

Op 17 september 1985 heeft de Executieve van de Franse Gemeenschap conclusies neergelegd ter griffie van het Hof.

Bij beschikking van 28 maart 1985 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen verlengd tot 30 september 1985; bij beschikking van 25 september 1985 werd die termijn verlengd tot 31 maart 1986.

Bij beschikking van 11 juni 1985 heeft het Hof beslist dat de zaak in staat van wijzen was en de datum van de terechtzitting op 28 juni 1985 vastgesteld.

De partijen en hun raadslieden werden daarvan in kennis gesteld door de griffier van het Hof op 12 en 13 juni 1985.

Zijn ter terechtzitting van 28 juni 1985 verschenen :

— Mr. P. Van Ommeslaghe, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad;

— Mr. J. Perlberger, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Op deze terechtzitting hebben de rechters Wathelet en Suetens verslag uitgebracht, respectievelijk in het Frans en in het Nederlands.

Om de partijen in staat te stellen zich uit te spreken over de saïne van het Hof in het licht van artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State zoals van toepassing op het ogenblik van de indiening van het verzoekschrift, en van de artikelen 110 en 1 van de wet van 28 juni 1983, werd de behandeling van de zaak in voortzetting vastgesteld op de openbare terechtzitting van 19 september 1985.

Op de terechtzitting an 19 september 1985 zijn verschenen :

— Mr. P. Van Ommeslaghe en Mr. Ph. Gerard, advocaten bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad;

— Mr. J. Perlberger, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Nadat Mr. Perlberger had uiteengezet dat hij ertoe gebracht werd de samenstelling van het Hof, zoals die door de voorzitter in functie bij beschikking van 13 december 1984 was vastgesteld met toepassing van de artikelen 46, § 1, 49 en 50 van de wet van 28 juni 1983 en gewijzigd bij beschikking van 14 mei 1985 tergevolge van de tijdelijke verhindering van rechter Blanckaert, aan te vechten en nadat Mr. Van Ommeslaghe de wens had uitgesproken over dit tussengeschied schriftelijk te concluderen, heeft het Hof de zaak sindsdien verdaagd.

Bij beschikking van 30 september 1985 heeft de voorzitter in functie de zaak voorgelegd aan het Arbitragehof in voltallige zitting om kennis te nemen van het tussengeschied.

Op 4 oktober 1985 heeft de Executieve van de Franse Gemeenschap aanvullende conclusies neergelegd ter griffie van het Hof

Het Hof heeft de behandeling van het tussengeschied vastgesteld ter terechtzitting van 22 oktober 1985. De partijen en hun raadslieden werden hiervan door de griffie van het Hof op 3, 4 en 7 oktober 1985 in kennis gesteld.

Op de terechtzitting van 22 oktober 1985 zijn verschenen.

— Mr. P. Van Ommeslaghe en Mr. Ph. Gerard, advocaten bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad;

— Mr. J. Perlberger, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Op de terechtzitting van 22 oktober 1985 heeft Mr. Perlberger tweede aanvullende conclusies neergelegd en heeft Mr. Van Ommeslaghe conclusies neergelegd.

Bij arrest van 25 oktober 1985 heeft het Hof beslist dat zijn samenstelling zoals die was op de terechtzitting van 19 september 1985, beantwoordt aan de eisen van de wet.

Het arrest is overeenkomstig artikel 96 van de organieke wet op 29 en 31 oktober, en 4 november 1985 ter kennis gebracht.

Het Hof heeft de behandeling van de zaak ten gronde vastgesteld ter terechtzitting van 19 november 1985. De partijen en hun raadslieden werden hiervan door de griffier van het Hof op 30 oktober en 4 november 1985 in kennis gesteld.

Op de terechtzitting van 19 november 1985 zijn verschenen.

— Mr. P. Van Ommeslaghe en Mr. Ph. Gerard, advocaten bij het Hof van Cassatie, voor de Ministerraad;

— Mr. J. Perlberger en Mr. V. Dewolf, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Mr. Van Ommeslaghe, Mr. Perlberger en Mr. Dewolf werden in hun pleidooien gehoord.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 52 en volgende van de wet van 28 juni 1983, betreffende het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

III. In rechte

1. Het aangevochten decreet is op 7 juli 1981 door de Raad van de Franse Gemeenschap aangenomen. Het is op 8 september 1981 door de Koning afgekondigd, en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 oktober 1981. Het is op 31 oktober 1981 in werking getreden.

2. Het decreet bepaalt de erkenningsvoorwaarden van de lokale zenders. Artikel 2 kent de Executieve van de Franse Gemeenschap de bevoegdheid toe om de vrije zenders te erkennen wanneer ze overeenkomstig het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten worden opgericht. Die erkenning geschiedt na gemotiveerd advies van de Raad voor lokale zenders, waarvan de wijze van oprichting en de werking door de artikelen 3 en 4 van het decreet worden vastgesteld.

De artikelen 5 en 6 regelen de erkenningsprocedures en de erkenningsvoorwaarden.

Artikel 7 verleent de plaatselijke overheden de mogelijkheid om mede te werken aan de oprichting van lokale zenders of van wijkzenders via erkende culturele centra.

Artikel 8 — centraal in het debat — bepaalt :

« Volgende uitzendingen zijn verboden :

a) de uitzendingen die de eerbied voor de wetten, de veiligheid van de Staat, de openbare orde of de goede zeden aantasten, of een belediging uitmaken jegens een vreemde staat;

- b) de uitzendingen van publicitaire en commerciële aard;
c) de uitzendingen met verkiezingspropaganda ».

Artikel 13 voorziet in de mogelijkheid tot schorsing of intrekking van de erkenning ingeval de bepalingen van het decreet niet in acht worden genomen.

3. De partijen in het geding zijn de Ministerraad, verzoekende partij, en de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Wat de ontvankelijkheid betreft

4. A. 1. In haar memorie betwist de Executieve van de Franse Gemeenschap de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het bij het Arbitragehof ingediende verzoekschrift.

Volgens de Executieve van de Franse Gemeenschap moet de ontvankelijkheid van het verzoekschrift beoordeeld worden op grond van de regel van rechtspleging die geldt bij het instellen van het beroep; « in de wet op het Arbitragehof wordt inderdaad geen enkele verandering ingevoerd inzake de bestaande rechtsplegingsregels, behoudens dan de bepaling in artikel 110 wat betreft de verandering van de zaken. Daarbij komt nog dat behoudens uitdrukkelijke vermelding van het tegendeel, de wetsbepalingen inzake procedure nooit een retroactieve werking hebben ».

De Executieve werpt op dat naar luid van artikel 36 van de bij koninklijk besluit van 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State « voor de afdeling bevoegdheidsconflicten dezelfde rechtspleging geldt als voor de afdeling administratie, behoudens de door de Koning aangebrachte aanpassingen ». Bij koninklijk besluit van 22 augustus 1975 heeft de Koning een aantal procedure-regels afgekondigd die specifiek zijn voor de afdeling bevoegdheidsconflicten.

Hij heeft evenwel geen afwijking ingevoerd van de bepaling van artikel 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, krachtens hetwelk de termijn voor het indienen van een verzoekschrift op 60 dagen is vastgesteld vanaf de bekendmaking of de kennisgeving van de aangevochten handelingen of de aangevochten verordening.

De Executieve van de Franse Gemeenschap komt tot de volgende conclusie :

« 1. Bij betwisting van een normatieve regel, is een termijn onontbeerlijk (...)

2. De termijn die van kracht was op het ogenblik dat het beroep werd ingesteld bedroeg 60 dagen vanaf de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

3. Geen enkele bepaling heeft een nieuwe termijn geopend; in bijkomende orde, werd zelfs de termijn van een jaar waarvan melding in artikel 2, § 1, van de wet van 28 juni 1983 niet nageleefd ».

2. De Ministerraad laat in hoofdorde gelden dat de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het verzoekschrift uitsluitend moet worden beoordeeld in het licht van de wet van 28 juni 1983, waarvan artikel 110, in afwijking van artikel 2, het Hof toelaat uitspraak te doen over wetten en decreten die kunnen zijn bekendgemaakt meer dan één jaar voor de verwijziging van de zaak.

« Geen enkele bepaling van de wet van 28 juni 1983 bepaalt dat Uw Hof moet oordelen over de ontvankelijkheid *ratione temporis* van de beroepen die aanhangig zijn gemaakt op verwijziging krachtens artikel 110, met inachtneming van andere wetsbepalingen of reglementaire beschikkingen dan die welke deze wet zelf voorschrijft ».

Mocht het Hof besluiten dat de wet die van kracht is bij de indiening van het verzoekschrift moet worden toegepast ter beoordeling van de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het beroep, dan zou volgens de Ministerraad, daaruit evenwel niet voortvloeien dat het verzoekschrift binnen zestig dagen had moeten worden ingediend. Volgens de Ministerraad is het instellen van een beroep tot vernietiging van een wettelijke norm of van een norm met kracht van wet niet noodgedwongen onderworpen aan een termijn van beroep, zoals blijkt uit voorbeelden ontleend aan de rechtsvergelijking of aan het eerste ontwerp van wet op het Arbitragehof. De Ministerraad laat verder opmerken dat indien het ontwerp van wet weliswaar in een saisine zonder tijdslimiet (« te allen tijde ») bij de afdeling bevoegdheidsconflicten had voorzien, het weglaten, in de loop van de behandeling, van de woorden « te allen tijde » bij gelegenheid van een andere tekstwijziging en zonder aanduiding van redenen, niet noodzakelijk behoeft te worden uitgelegd als een uiting van de wil van de wetgever om een termijn te stellen; de wetgever kon immers van oordeel geweest zijn dat het niet nuttig was de woorden « te allen tijde » te handhaven. De Koning, die door de wet gemachtigd werd om de rechtspleging voor deze afdeling te regelen, mocht dus niet, in strijd met de wil van de wetgever, een termijn voor het instellen van de vordering bepalen, en « uit de afwezigheid in het Koninklijk Besluit van 22 augustus 1975 van elke bepaling waarbij een dergelijke termijn wordt vastgesteld kan bezwaarlijk worden afgeleid dat de termijn voor de beroepen tot vernietiging van de administratieve rechtshandelingen van toepassing zou zijn ».

4. B. De ontvankelijkheid *ratione temporis* van het verzoekschrift moet worden beoordeeld in het licht van de wet die van kracht was bij de indiening van het verzoekschrift.

Op het tijdstip van het indienen van het verzoekschrift bepaalde artikel 36 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State: « Voor de afdeling bevoegdheidsconflicten geldt dezelfde rechtspleging als voor de afdeling administratie. De Koning kan er aanpassingen in aanbrengen ». Met toepassing van die bepaling heeft de Koning de rechtspleging voor de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State vastgelegd bij koninklijk besluit van 22 augustus 1975.

Dit besluit bevat bepalingen van louter procedurele aard, zoals o.m. de saisine van de afdeling, de termijn voor het toezenden van de memories, het houden van de terechtzittingen. Het bevat geen bepaling die, voor de saisine van de afdeling op grond van artikel 37 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, een termijn stelt aan de inachtneming waarvan de ontvankelijkheid van het door de Ministerraad ingediende verzoekschrift onderworpen zou zijn.

De termijn van zestig dagen gesteld bij artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot vaststelling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State is krachtens voormeld artikel 36 evenmin van toepassing op het verzoekschrift waarbij de Ministerraad zich tot de afdeling bevoegdheidsconflicten wendt. De « verjaringstermijn » van de tegen de handelingen en verordeningen van de bestuursoverheden ingestelde beroepen tot vernietiging kon geen betrekking hebben op de bij de afdeling bevoegdheidsconflicten ingediende verzoekschriften, vermits die afdeling niet bevoegd was om decreten die in conflict kwamen met de wet, te vernietigen.

Daaruit moet worden besloten dat, bij ontstentenis van een vervaltermijn, bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State op 7 juni 1982 door de Ministerraad op regelmatige wijze een verzoekschrift is ingediend tot regeling van het conflict voortvloeiend uit artikel 8, b, van het decreet van 8 september 1981, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 oktober 1981. Het Arbitragehof mag dus kennisnemen van dat conflict na verwijziging krachtens artikel 110 van de wet van 28 juni 1983.

Wat het onderwerp van het beroep betreft

5. A. 1. In haar memorie laat de Executieve van de Franse Gemeenschap gelden dat het Arbitragehof geen uitspraak mag doen die verder reikt dan de oorspronkelijke vordering, en dan ook artikel 8 van het aangevochten decreet niet kan vernietigen.

« Het Hof zou dan kunnen vaststellen, zoals dat aan de Raad van State werd gevraagd (...) dat artikel 8 van het decreet van 8 september 1981 de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap te buiten gaat, en dat er een conflict kan bestaan tussen het decreet en een ter zake nog uit te vaardigen nationale wet ».

2. Volgens de Ministerraad « is het in overeenstemming met de economie van de bepaling en met het doel van het mechanisme van de verwijziging, dat (het) Hof de bij de afdeling bevoegdheidsconflicten aangevochten wetten of decreten zou kunnen vernietigen met toepassing van de bevoegdheid bepaald in artikel 1 van de wet van 28 juni 1983 ».

« De verzoekende partij dient in dat geval het Hof wel formeel te vragen de bestreden wet of het bestreden decreet te vernietigen, maar niets belet haar zulks te vragen in de loop van het geding ».

B. Het op 7 juni 1982 door de Eerste Minister ondertekende verzoekschrift beoogt, enerzijds, door de Raad van State te doen vaststellen dat de Raad van de Franse Gemeenschap zijn bevoegdheid overschreden heeft door het aannemen van artikel 8 van het decreet van 8 september 1981 « tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de lokale zenders » en, anderzijds, te doen verklaren dat een conflict mogelijk is tussen dat decreet en de ter zake vast te stellen nationale wetgeving.

Dat verzoekschrift werd ingediend op grond van de artikelen 17 en 37 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980.

Artikel 110 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof bepaalt dat de zaken betreffende conflicten tussen wet en decreet — waarmee alle conflicten beoogd worden, ongeacht of ze actueel of virtueel zijn, zoals in casu — (...) die bij de inwerkingtreding van deze wet aanhangig zijn (...) bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State, naar het Arbitragehof worden verwezen. Het door de Eerste Minister ingediende verzoekschrift is dus bij het Arbitragehof aanhangig gemaakt met toepassing van die wetsbepaling, zonder dat een nieuw of een aanvullend verzoekschrift behoeft te worden ingediend.

Het Arbitragehof ontleent zijn bevoegdheid aan de wet van 28 juni 1983. Een zaak kan op twee manieren bij het Hof worden aanhangig gemaakt: hetzij door de Ministerraad of door een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve — het Hof beschikt dan over een vernietigingsbevoegdheid (artikel 1 van de wet van 28 juni 1983) — hetzij door een rechtscollège — het Hof doet dan uitspraak bij wijze van prejudiciële beslissing (artikel 15 van de wet van 28 juni 1983). In de onderhavige zaak moet het Arbitragehof uitspraak doen op een verzoekschrift van de Ministerraad. Het Hof moet dus uitspraak doen op grond van artikel 1, § 1, van de wet van 28 juni 1983 en beschikt over de bevoegdheid tot vernietiging.

Wat de gegrondheid van het beroep betreft

6. A. 1. De Ministerraad laat gelden dat artikel 8, b van het decreet in strijd is met artikel 4, 6° van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat, in uitvoering van artikel 59bis, § 2, 1° van de Grondwet, aan de Gemeenschappen de bevoegdheid toekent inzake de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de nationale Regering en van handelsreclame. De verzoekende partij stelt: « De Raad van de Franse Gemeenschap is bevoegd om de voorwaarden voor de erkenning van de lokale zenders vast te stellen, maar mag daarbij niet wetgevend optreden inzake handelsreclame ». Artikel 8, b van het decreet is dus aangetast door een overschrijding van bevoegdheid, en er kan een potentieel conflict rijzen tussen dat decreet en de wetgeving die het nationale Parlement ter zake kan vaststellen.

2. De Executieve van de Franse Gemeenschap houdt allereerst staande dat het decreet niet onverenigbaar is met de wet, aangezien bij het verbieden van reclame de belangen van de pers verdedigd worden, hetgeen juist het doel was dat de bijzondere wetgever nastreefde bij het toekennen aan de nationale wetgever van de bevoegdheid inzake het uitzenden van handelsreclame.

De Executieve steunt tevens op artikel 10 van de wet van 8 augustus 1980 en laat gelden dat artikel 8, b van het decreet, enerzijds, een middel is om zorg te dragen voor een doeltreffende uitoefening van de bevoegdheden van de Gemeenschappen in culturele aangelegenheden, gezien de culturele weerslag van de handelsreclame op de radio-omroep en, anderzijds, mede een van de middelen is « die moeten mogelijk maken dat bij de werking van de lokale zendstations die aanspraak willen maken op een erkenning alle doelstellingen verwezenlijkt zouden worden, als bedoeld in artikel 6, § 1 en 6, § 2, en waarvan niemand betwist dat die wel degelijk tot de bevoegdheid van de Raad van de Franse Gemeenschap behoren ».

6. B. 1. De bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake radio-omroep wordt bepaald bij artikel 4, 6° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, vastgesteld met toepassing van artikel 59bis, § 2, 1° van de Grondwet. Naar luid van die bepaling zijn de Gemeenschapsraden bevoegd om de radio-omroep en de televisie te regelen met uitzondering van de uitzending van mededelingen van de nationale Regering alsmede handelsreclame.

De bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft dus het uitzenden van handelsreclame onttrokken aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen, waarmee de bijzondere wetgever uitdrukkelijk zijn wil heeft te kennen gegeven om deze aangelegenheid onder de aan de Staat voorbehouden bevoegdheden te brengen. Elke uitzondering moet eng worden geïnterpreteerd. Nochtans is het zo dat de beslissing om de invoering van handelsreclame al dan niet toe te laten de essentie zelf vormt van de bij artikel 4, 6° van de bijzondere wet nationaal gehouden bevoegdheid, ongeacht de wijze van radio-omroep.

Artikel 8, b van het decreet van 8 september 1981 van de Raad van de Franse Gemeenschap kan dus niet steunen op artikel 4, 6° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

2. Artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt « De decreten kunnen rechtsbepalingen bevatten in aangelegenheden waarvoor de Raden niet bevoegd zijn, voor zover die bepalingen onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheid ».

Op grond van die bepaling kunnen de Gemeenschappen een aangelegenheid regelen waarvoor de Staat in beginsel bevoegd is, hetzij krachtens een uitdrukkelijke erkenning door de wet, hetzij op grond van zijn residuaire bevoegdheid. De bijkomende bevoegdheid van de Gemeenschappen wordt evenwel op twee manieren beperkt. In de eerste plaats mag artikel 10 van de bijzondere wet niet uit de context gelicht worden van het stelsel van de bevoegdheidsverdeling. Te dien aanzien moet worden opgemerkt dat, enerzijds, de bijzondere wet ertoe strekt in beginsel een stelsel van exclusieve bevoegdheden in te stellen en dat, anderzijds, de bepaling van artikel 4, 6°, die bij wijze van uitzondering een bevoegdheid nationaal houdt, zinvol moet blijven, zelfs al behoeft ze een enge interpretatie. Vervolgens vereist artikel 10 van de bijzondere wet een zeer nauwe band tussen de hoofdbevoegdheid en de bijkomende bevoegdheid — d.i. de maatstaf van het onontbeerlijke.

Door uitzendingen die het karakter van handelsreclame hebben te verbieden neemt het decreet de regels betreffende de verdeling der bevoegdheden niet in acht, zowel in zoverre het aan de door de bijzondere wetgever aan de Staat toegekende bevoegdheid grotendeels haar doeltreffendheid ontnemt, als in zoverre het fundamenteel afwijkt van het stelsel van in beginsel exclusieve bevoegdheden die de Grondwetgever en de bijzondere wetgever hebben ingesteld. Om verenigbaar te zijn met het stelsel van de exclusieve bevoegdheden is een beroep op artikel 10 van de bijzondere wet slechts toegestaan onder de dubbele voorwaarde dat de voorbehouden aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde regeling leent en dat de weerslag op de voorbehouden aangelegenheid slechts marginaal is.

In casu behoort de beslissing om handelsreclame toe te laten of te verbieden tot de essentie zelf van de aan de nationale wetgever voorbehouden aangelegenheid, en behoeft ze een eenvormige regeling.

De gegrondheid van het beroep is door die enkele vaststellingen bewezen zonder dat men zich dient af te vragen of het verbod van uitzendingen met het karakter van handelsreclame onontbeerlijk was voor de uitoefening van de bevoegdheid van de Gemeenschap inzake radio-omroep.

Om die redenen,

Het Hof,

verklaart het op 7 juni 1982 door de Ministerraad bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State ingediende beroep teneinde te doen vaststellen dat de Raad van de Franse Gemeenschap de hem toegewezen bevoegdheden heeft overschreden en te doen verklaren dat een conflict mogelijk is tussen decreet en wet, ontvankelijk;

verklaart voor recht :

het genoemde beroep is een beroep tot vernietiging krachtens de artikelen 110 en 1 van de organieke wet van 28 juni 1983 op het Arbitragehof,

en besluit :

artikel 8, b van het decreet van 8 september 1981 van de Franse Gemeenschapsraad « tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de lokale zenders » (fixant les conditions de reconnaissance des radios locales), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 oktober 1981, wordt vernietigd.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van 20 december 1985.

H. Van Der Zwalmen.

E. Gutt.

SCHIEDSGERICHTSHOF

Uitspraak

Geschäftsverzeichnissnummer : 7

In *den Sachen*: Antrag des Ministerrats vom 7. Juni 1982, gerichtet an die « Abteilung für Kompetenzkonflikte » des Staatsrates, damit dieser feststellt, dass der Rat der Französischen Gemeinschaft seine Kompetenzen überschritten hat, indem er Artikel 8 des

Dekretes vom 8. September 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales » (zur Festlegung der Bedingungen für die Anerkennung von örtlichen Rundfunksendern) angenommen hat, der gemäss Artikel 110 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 an das Schiedsgerichtshof verwiesen wurde.

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus:

den Herren J. Delva und E. Gutt, Vorsitzenden,
den Herren J. Wathelet, L.P. Suetens, W. Calewaert, J. Sarot und
L. De Greve, Richtern,
und Herrn H. Van Der Zwalmen, Kanzler,
tagend unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,
hat folgendes Urteil verkündet:

I. Gegenstand

Mit einer der « Abteilung für Kompetenzkonflikte » des Staatsrates zugesandten Klageschrift vom 7. Juni 1982 beantragt der Ministerrat die Feststellung, dass der Rat der Französischen Gemeinschaft seine Kompetenzen überschritten hat, indem er Artikel 8 des Dekrets vom 8. September 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales » (zur Festlegung der Bedingungen für die Anerkennung von örtlichen Rundfunksendern) angenommen hat.

Der Ministerrat ersucht den Staatsrat auch zu erklären, dass ein Konflikt zwischen diesem Dekret und der diesbezüglich zu verabschiedenden nationalen Gesetzgebung möglich ist.

Gemäss Artikel 110 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes wurde die Sache an den Schiedsgerichtshof verwiesen.

II. Verfahren

Die in den Artikeln 59, § 1 und 113 des Gesetzes über die Organisation des Schiedsgerichtshofes bezeichneten Organe beziehungsweise Funktionsträger wurden am 4. März 1985 von der Klageschrift benachrichtigt.

Der Kanzler des Hofes hat im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. März 1985 einen Bericht in deutscher, französischer und niederländischer Sprache über diese Klageschrift veröffentlicht lassen.

Am 2. April 1985 hat die Exekutive der Französischen Gemeinschaft einen Schriftsatz eingereicht.

Am 22. Juli 1985 hat der Ministerrat bei der Kanzlei des Hofes Anträge gestellt.

Am 17. September 1985 hat die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bei der Kanzlei des Hofes Anträge gestellt.

Durch Anordnung vom 28. März 1985 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 30. September 1985 verlängert. Durch Anordnung vom 25. September 1985 wurde diese Frist bis zum 31. März 1986 verlängert.

Durch Anordnung vom 11. Juni 1985 hat der Hof die Sache für spruchreif erklärt und die Sitzung auf den 28. Juni 1985 anberaumt. Die Parteien und deren Anwälte wurden am 12. und 13. Juni 1985 vom Kanzler des Hofes über diese Terminfestsetzung informiert.

Zu der Sitzung vom 28. Juni 1985 sind erschienen:

— Herr P. Van Ommeslaghe, Anwalt beim Kassationshof, als Vertreter des Ministerrats;

— Herr J. Perlberger, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter der Exekutive der Französischen Gemeinschaft.

In dieser Sitzung haben die Richter Wathelet und Suetens in französischer beziehungsweise niederländischer Sprache Bericht erstattet.

Um die Parteien in die Lage zu versetzen, sich bezüglich der Anrufung des Hofes im Hinblick auf Artikel 17 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat in der zum Zeitpunkt der Einreichung der Klageschrift geltenden Fassung sowie auf Artikel 110 und 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 zu äussern, wurde die weitere Behandlung der Sache auf die Sitzung vom 19. September 1985 verwiesen.

Zu der Sitzung vom 19. September 1985 sind erschienen:

— Herr P. Van Ommeslaghe und Herr Ph. Gerard, Anwälte beim Kassationshof, als Vertreter des Ministerrats;

— Herr J. Perlberger, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter der Exekutive der Französischen Gemeinschaft.

Nachdem Herr Perlberger ausgeführt hatte, dass er die Zusammensetzung des Hofes, festgelegt durch Anordnung des amtierenden Vorsitzenden vom 13. Dezember 1984 gemäss den Artikeln 46, § 1, 49 und 50 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 und abgeändert durch Anordnung vom 14. Mai 1985 infolge der vorübergehenden Verhinderung des Richters Blanckaert, anfechten müsse, und nachdem Herr Van Ommeslaghe den Wunsch geäussert hatte, in diesem Zwischenstreit schriftliche Anträge zu stellen, hat der Hof die Sache « sine die » vertagt.

Durch Anordnung vom 30. September 1985 hat der amtierende Vorsitzende die Sache dem in der Plenarsitzung tagenden Hof vorgelegt, um den Zwischenstreit zur Kenntnis zu nehmen.

Am 4. Oktober 1985 hat die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bei der Kanzlei des Hofes zusätzliche Anträge gestellt.

Der Hof hat die öffentliche Sitzung zur Behandlung des Zwischenstreits auf den 22. Oktober 1985 anberaumt. Die Parteien und deren Anwälte wurden am 3., 4. und 7. Oktober 1985 vom Kanzler des Hofes über diese Terminfestsetzung informiert.

Zu der Sitzung vom 22. Oktober 1985 sind erschienen:

— Herr P. Van Ommeslaghe und Herr Ph. Gerard, Anwälte beim Kassationshof, als Vertreter des Ministerrats;

— Herr J. Perlberger, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter der Französischen Gemeinschaft.

In der Sitzung vom 22. Oktober 1985 hat Herr Perlberger zweite zusätzliche Anträge gestellt und hat Herr Van Ommeslaghe Anträge gestellt.

In seinem Urteil vom 25. Oktober 1985 hat der Hof entschieden, dass der Sitz, so wie er in der Sitzung vom 19. September 1985 zusammengesetzt war, gemäss dem Gesetz zusammengesetzt war.

Das Urteil wurde gemäss Artikel 96 des organisierenden Gesetzes am 29. und 31. Oktober sowie am 4. November 1985 zugestellt.

Der Hof hat die öffentliche Sitzung zur Behandlung der Sache selbst auf den 19. November 1985 anberaumt. Die Parteien und deren Anwälte wurden am 30. Oktober sowie am 4. November 1985 vom Kanzler des Hofes über diese Terminfestsetzung informiert.

Zu der Sitzung vom 19. November 1985 sind erschienen:

— Herr P. Van Ommeslaghe und Herr Ph. Gerard, Anwälte beim Kassationshof, als Vertreter des Ministerrats;

— Herr J. Perlberger und Herr V. Dewolf, in Brüssel zugelassene Anwälte, als Vertreter der Exekutive der Französischen Gemeinschaft.

Die Herren Van Ommeslaghe, Perlberger und Dewolf wurden in ihren mündlichen Ausführungen gehört.

Das Verfahren wurde gemäss den Bestimmungen der sich auf den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden, Artikel 52 und folgenden des Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

1. Das angefochtene Dekret wurde am 7. Juli 1981 vom Rat der Französischen Gemeinschaft verabschiedet. Es wurde am 8. September 1981 vom König verkündet und im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Oktober 1981 veröffentlicht. Es ist am 31. Oktober 1981 in Kraft getreten.

2. Dieses Dekret legt die Bedingungen für die Anerkennung von örtlichen Rundfunksendern fest. Artikel 2 verleiht der Exekutive der Französischen Gemeinschaft die Zuständigkeit, die örtlichen Rundfunksender anzuerkennen, insofern sie gemäss dem Dekret sowie den zur Durchführung dieses Dekrets gefassten Beschlüssen organisiert sind. Diese Anerkennung erfolgt auf begründete Stellungnahme des Rates für örtliche Rundfunksender, dessen Gründungs- und Arbeitsweise in den Artikeln 3 und 4 des Dekrets festgelegt sind.

Die Artikel 5 und 6 regeln das Verfahren und die Bedingungen der Anerkennung.

Artikel 7 bietet den öffentlichen Gebietskörperschaften die Möglichkeit, über anerkannte Zentren an der Einrichtung von örtlichen Rundfunksendern oder Bezirksendern mitzuwirken.

Artikel 8 — Kernpunkt der Verhandlung — verfügt folgendes:

« Es sind untersagt:

- a) Sendungen, welche der Achtung vor den Gesetzen, der Sicherheit des Staates, oder der öffentlichen Ordnung Abbruch tun, gegen die Sittlichkeit verstoßen oder eine Beleidigung eines ausländischen Staates darstellen;
- b) Sendungen mit Werbecharakter;
- c) Sendungen zwecks Wahlpropaganda. »

Artikel 13 sieht die Möglichkeit der einstweiligen Aufhebung beziehungsweise des Entzugs der Anerkennung vor, falls die Bestimmungen des Dekrets nicht eingehalten werden.

3. Die streitenden Parteien sind der Ministerrat, als antragstellende Partei, und die Exekutive der Französischen Gemeinschaft.

Bezüglich der Zulässigkeit

4. A. 1. In ihrem Schriftsatz bestreitet die Exekutive der Französischen Gemeinschaft die Zulässigkeit « *ratione temporis* » des vor den Schiedsgerichtshof gebrachten Antrags.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft ist der Ansicht, dass die Zulässigkeit des Antrags gemäss der zum Zeitpunkt des Einreichens des Antrags geltenden Verfahrensvorschrift zu beurteilen sei; « nichts in dem Gesetz über den Schiedsgerichtshof ändert nämlich die bisherigen Verfahrensvorschriften, abgesehen von der Bestimmung von Artikel 110 bezüglich der Verweisung der Sachen; ausserdem haben die Verfahrensvorschriften vorbehaltlich ausdrücklicher gegenseitiger Bestimmung keine rückwirkende Kraft ».

Sie führt an, dass laut Artikel 36 der durch königlichen Erlass vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat « das Verfahren vor der Abteilung für Konflikte das gleiche ist wie vor der Verwaltungsabteilung », vorbehaltlich vom König vorgenommener Anpassungen. Durch königlichen Erlass vom 22. August 1975 verkündete der König eine Reihe von spezifischen Verfahrensvorschriften für die Abteilung für Kompetenzkonflikte. Jedoch hat er keine Abweichung von der Bestimmung von Artikel 4 des Regentserlasses vom 23. August 1948 eingeführt, kraft dessen die Frist für die Einreichung einer Klageschrift auf 60 Tage ab Veröffentlichungs- oder Zustellungsdatum der beanstandeten Akte oder Vorschrift festgelegt ist.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft zieht den Schluss, dass:

- « 1. Eine Frist, wenn die Gültigkeit einer normativen Regel zur Diskussion steht, unerlässlich ist (...).
2. Die zum Zeitpunkt des Einreichens der Berufung geltende Frist betrug 60 Tage ab Datum der Veröffentlichung des Dekrets im *Belgischen Staatsblatt*.
3. Keine Bestimmung hat — zusätzlich — eine neue Frist eingeräumt; selbst die in Artikel 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgesehene einjährige Frist wurde nicht eingehalten ».

2. Der Ministerrat macht — hauptsächlich — geltend, dass die Zulässigkeit « *ratione temporis* » des Antrags ausschliesslich im Sinne des Gesetzes vom 28. Juni 1983 zu beurteilen sei, dessen Artikel 110 in Abweichung von Artikel 2 dem Hof erlaubt, in bezug auf Gesetze und Dekrete, die mehr als ein Jahr vor der Verweisung der Sache veröffentlicht wurden, zu entscheiden. « Keine Bestimmung des Gesetzes vom 28. Juni 1983 besagt, dass Ihr Hof die Zulässigkeit « *ratione temporis* » der durch Verweisung gemäss Artikel 110 vor ihn gebrachten Berufungsanträge auf Grund anderer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen als derjenigen, die durch dieses Gesetz selbst vorgeschrieben sind, beurteilen soll ».

Wenn der Hof entscheiden würde, dass das zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags geltende Gesetz zur Anwendung zu bringen wäre, um die Zulässigkeit « *ratione temporis* » der Berufung zu beurteilen, so — nach der Ansicht des Ministerrats — ergäbe sich daraus keineswegs, dass der Antrag innerhalb von sechzig Tagen hätte eingereicht werden müssen. Seiner Ansicht nach sei mit der Vorlage eines Antrags auf Nichtigerklärung einer Gesetzesnorm beziehungsweise einer Gesetzeskraft besitzenden Norm nicht notwendigerweise eine Berufungsfrist verbunden, was aus Beispielen aus dem vergleichenden Recht sowie aus dem ersten Gesetzesentwurf über den Schiedsgerichtshof hervorgehe. Des weiteren führt er an, dass, wenn im Gesetzesentwurf eine zeitlich unbegrenzte (« zu aller Zeit ») Anrufung der Abteilung für Konflikte vorgesehen sei, die im Laufe des Verfahrens erfolgte Auslassung der Wörter « zu aller Zeit », bei einer weiteren Textänderung und ohne Angabe von Gründen, nicht notwendigerweise als Willensäußerung des Gesetzgebers, eine Frist einzuführen, auszuliegen sei; der Gesetzgeber habe es ja für unnötig erachten können, die Wörter « zu aller Zeit » beizubehalten. Der König, der kraft des Gesetzes dazu ermächtigt ist, die Regeln des vor dieser Abteilung geführten Verfahrens zu bestimmen, habe somit nicht entgegen dem Willen des Gesetzgebers eine Handlungsfrist festlegen können und « es lässt sich aus der Tatsache, dass der königliche Erlass vom 22. August 1975 keine Bestimmung zur Festlegung einer derartigen Frist enthält, nicht herleiten, dass die für die Anträge auf Nichtigerklärung der Verwaltungsakte geltende Frist Anwendung fände ».

4. B. Die Zulässigkeit « *ratione temporis* » des Antrags ist im Sinne des zum Zeitpunkt der Einreichung geltenden Gesetzes zu beurteilen.

Artikel 36 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat verfügte zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags folgendes: « Das Verfahren vor der Abteilung für Kompetenzkonflikte ist das gleiche wie vor der Verwaltungsabteilung. Der König kann hier jedoch Anpassungen vornehmen ». Gemäss dieser Bestimmung hat der König das Verfahren vor der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates im königlichen Erlass vom 22. August 1975 festgelegt.

Dieser Erlass enthält rein prozedurmässige Bestimmungen, wie die Anrufung der Abteilung, die Frist für den Versand der Schriftsätze, die Durchführung der Sitzungen usw. Er enthält keine einzige Bestimmung, die für die Anrufung der Abteilung auf Grund von

Artikel 37 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat eine Frist festlegt, von deren Einhaltung die Zulässigkeit des vom Ministerrat eingereichten Antrags abhängen würde.

Die sechzig tägige Frist, die in Artikel 4, Absatz 3, des Regentserlasses vom 23. August 1948 zur Regelung der vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates geführten Verfahren vorgeschrieben ist, gilt nicht, kraft des obengenannten Artikels 36, für den Antrag, mit dem der Ministerrat die Abteilung für Kompetenzkonflikte befasst. Die « Verjährungsfrist » der Klagen auf Nichtigerklärung von Akten und Verordnungen der Verwaltungsbehörden konnte sich nicht auf bei der Abteilung für Kompetenzkonflikte eingereichte Anträge beziehen, da diese nicht dazu befugt war, mit dem Gesetz in Konflikt kommende Dekrete für nichtig zu erklären.

Daraus ist zu schliessen, dass in Ermangelung einer Zulässigkeitsfrist die Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrats am 7. Juni 1982 vom Ministerrat wegen eines Antrags zwecks Beilegung des Konfliktes, der aus Artikel 8, b, des Dekrets vom 8. September 1981, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* am 21. Oktober 1981, hervorgegangen ist, ordnungsgemäss angerufen wurde. Der Schiedsgerichtshof kann somit infolge der Verweisung gemäss Artikel 110 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 in diesem Konflikt entscheiden.

Bezüglich des Gegenstands der Berufung

5. A. 1. In ihrem Schriftsatz macht die Exekutive der Französischen Gemeinschaft geltend, dass der Schiedsgerichtshof nicht über die ursprüngliche Klage hinaus entscheiden und somit Artikel 8 des angefochtenen Dekrets nicht für nichtig erklären könne. « Er wird somit feststellen können, so wie es vom Staatsrat erbeten wurde (...), dass Artikel 8 des Dekrets vom 8. September 1981 die Grenzen der Zuständigkeit der Französischen Gemeinschaft überschreitet und ein Konflikt zwischen diesem Dekret und der diesbezüglich zu verabschiedenden nationalen Gesetzgebung möglich ist ».

2. Der Ministerrat ist der Ansicht: « Es entspricht dem Aufbau der Bestimmung und dem Zweck des Verweisungsmechanismus, dass der Hof auf die vor die Abteilung für Kompetenzkonflikte gebrachten Gesetze und Dekrete jene Nichtigerklärungsbefugnis ausüben kann, welche er kraft Artikel 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 innehat »; « Zweifelsohne ist es erforderlich, dass in einem derartigen Fall die antragstellende Partei den Hof formell ersucht, das besrittene Gesetz oder Dekret für nichtig zu erklären, aber nichts kann sie daran hindern, dieses Gesuch im Laufe des Verfahrens zu äussern ».

B. Der am 7. Juni 1982 vom Premierminister unterzeichnete Antrag ist einerseits darauf gerichtet, vom Staatsrat feststellen zu lassen, dass der Rat der Französischen Gemeinschaft durch die Verabschiedung von Artikel 8 des Dekrets vom 8. September 1981 zur Festlegung der Bedingungen für die Anerkennung von örtlichen Rundfunksendern seine Kompetenzen überschritten hat, und andererseits einen Konflikt zwischen diesem Dekret und der diesbezüglich zu verabschiedenden nationalen Gesetzgebung für möglich erklären zu lassen.

Dieser Antrag wurde auf Grund der Artikel 17 und 37 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, in der durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Fassung, eingereicht.

Artikel 110 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes bestimmt, dass die Angelegenheiten in bezug auf Konflikte zwischen Gesetz und Dekret — womit alle Konflikte gemeint sind, sowohl aktuelle als virtuelle, wie im vorliegenden Fall — (...), welche (...) zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes vor der Abteilung für Kompetenzkonflikte anhängig sind, an den Schiedsgerichtshof verwiesen werden.

Der Schiedsgerichtshof wurde somit gemäss dieser Gesetzesbestimmung mit der vom Premierminister eingereichten Klage befasst, wobei es nicht erforderlich war, eine neue oder ergänzende Klage einzureichen.

Der Schiedsgerichtshof ist zuständig kraft des Gesetzes vom 28. Juni 1983. Er kann auf zweierlei Art mit einer Sache befasst werden, und zwar entweder vom Ministerrat beziehungsweise von der Exekutive einer Gemeinschaft oder Region — er ist dann zur Nichtigerklärung befugt (Artikel 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983) — oder von einem Gericht — er entscheidet dann präjudiziell (Artikel 15 des Gesetzes vom 28. Juni 1983). In der vorliegenden Sache hat der Schiedsgerichtshof sich in einer Klage vom Ministerrat auszusprechen. Er muss also auf Grund von Artikel 1, § 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 entscheiden und ist zur Nichtigerklärung befugt.

Bezüglich der Berechtigung des Antrags

6. A. 1. Der Ministerrat macht geltend, dass Artikel 8b des Dekrets im Widerspruch stehe zu Artikel 4, 6^o des Gesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen, das gemäss Artikel 59, bis § 2 1^o der Verfassung die Gemeinschaften für Rundfunk und Fernsehen, mit Ausnahme der Ausstrahlung von Mitteln...

der Nationalregierung sowie von Werbung, zuständig mache. Die antragstellende Partei legt dar: « Der Rat der Französischen Gemeinschaft ist dafür zuständig, die Bedingungen für die Anerkennung der örtlichen Rundfunksender festzulegen, aber dabei hat sie hinsichtlich der Werbung keine rechtsetzende Kompetenz ». In seinem Artikel 8, b sei das Dekret daher mit einer Zuständigkeitsüberschreitung behaftet und es könne zwischen diesem Dekret und der Gesetzgebung, die das Nationalparlament diesbezüglich verabschieden könne, ein möglicher Konflikt entstehen.

2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft behauptet zuerst, dass das Dekret mit dem Gesetz nicht unvereinbar sei, da im Falle des Werbeverbots die Belange der Presse gewahrt würden, was eben die Absicht des Sondergesetzgebers gewesen sei, als er dem Nationalgesetzgeber die Angelegenheit der Ausstrahlung von Werbung zugewiesen habe.

Sie stützt sich ebenfalls auf Artikel 10 des Gesetzes vom 8. August 1980 und macht geltend, dass Artikel 8, b des Dekrets einerseits ein Mittel sei, eine zweckmässige Ausübung der Zuständigkeiten der Gemeinschaften in kulturellen Angelegenheiten zu garantieren, und zwar in Anbetracht der kulturellen Auswirkungen der Werbung auf das Rundfunkwesen; andererseits sei es auch eines der Mittel, damit « beim Funktionieren der anzuerkennenden örtlichen Rundfunksender alle in den Artikeln 6, § 1 und 6, § 2 genannten Zielsetzungen erreicht werden, die unbestreitbar zur Kompetenz des Rates der Französischen Gemeinschaft gehören ».

8. B. 1. Die Zuständigkeit der Gemeinschaften hinsichtlich des Rundfunkwesens ist in Artikel 4, 6^o des gemäss Artikel 59, bis, § 2, 1^o der Verfassung verabschiedeten Sondergesetzes vom 8. August 1980 festgelegt. Laut dieser Bestimmung sind die Gemeinschaftsräte dafür zuständig, Rundfunk und Fernsehen zu regeln, mit Ausnahme der Ausstrahlung von Mitteilungen der Nationalregierung sowie von Werbung.

Das Sondergesetz vom 8. August 1980 hat somit das Gebiet der Ausstrahlung von Werbung dem Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften entzogen, wodurch der Sondergesetzgeber ausdrücklich seinen Willen bekundet hat, dieses Gebiet in die dem Staat vorbehaltenen Kompetenzen einzubeziehen. Jede Ausnahme ist einschränkend auszulegen. Offensichtlich ist jedoch die Entscheidung, die Einführung von Werbung zu erlauben oder nicht, eben das Wesen der durch Artikel 4, 6^o des Sondergesetzes dem Staat vorbehaltenen Zuständigkeit, ungeachtet der Form der Rundfunkübertragung.

Artikel 8, b des Dekrets des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 8. September 1981 kann sich also nicht auf Artikel 4, 6^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 stützen.

2. Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 besagt: « Die Dekrete können Rechtsvorschriften in bezug auf Angelegenheiten, in denen die Räte nicht zuständig sind, enthalten, insofern diese Vorschriften für die Ausübung ihrer Zuständigkeit unerlässlich sind ».

Diese Bestimmung erlaubt es den Gemeinschaften, eine Angelegenheit zu regeln, in der grundsätzlich der Staat zuständig ist, sei es gemäss einer ausdrücklichen Anerkennung des Gesetzes oder auf Grund ihrer Restkompetenz. Die Nebenkompetenz ist jedoch auf

zweierlei Art beschränkt. Zum einen kann Artikel 10 des Sondergesetzes nicht vom Kompetenzverteilungssystem losgelöst werden. In dieser Hinsicht ist darauf hinzuweisen, dass einerseits das Sondergesetz grundsätzlich ein System von ausschliesslichen Kompetenzen einführen wollte, und andererseits die Bestimmung von Artikel 4, 6^o, die durch eine Ausnahme dem Staat eine Kompetenz vorbehält, einen gewissen Sinn behalten soll, auch wenn sie eine einschränkende Auslegung erfordert. Zum anderen verlangt Artikel 10 des Sondergesetzes eine sehr enge Bindung zwischen Haupt- und Nebenkompetenz — es ist das Mass des Unerlässlichen.

Indem es Sendungen mit Werbecharakter verbietet, missachtet das Dekret die Regeln der Kompetenzverteilung, wobei es nicht nur die vom Sondergesetzgeber dem Staat eingeräumte Kompetenz eines Grossteils ihrer Zweckmässigkeit beraubt, sondern auch vom System der grundsätzlich ausschliesslichen Kompetenzen, das der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber eingeführt haben, grundlegend abweicht. Um mit dem System der ausschliesslichen Kompetenzen vereinbar zu sein, ist die Berufung auf Artikel 10 des Sondergesetzes nur unter der zweifachen Bedingung zulässig, dass der vorbehaltene Bereich differenziert geregelt werden kann und die Wirkung auf den vorbehaltenen Bereich nur nebensächlich ist.

Im vorliegenden Fall gehört die Entscheidung, die Werbung zu erlauben beziehungsweise zu untersagen, eben zum Wesen des dem nationalen Gesetzgeber vorbehaltenen Bereichs und erfordert somit eine einheitliche Regelung.

Die Berechtigung der Klage geht aus diesen blossen Feststellungen hervor, wobei es sich erübrigt, zu untersuchen, ob das Verbot der Sendungen mit Werbecharakter für die Ausübung der Zuständigkeit der Gemeinschaft in bezug auf das Rundfunkwesen unerlässlich war.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt die Klage, welche am 7. Juni 1982 vom Ministerrat bei der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates eingereicht wurde, damit dieser feststellt, dass der Rat der Französischen Gemeinschaft seine Kompetenzen überschritten hat, und erklärt, dass ein Konflikt zwischen Dekret und Gesetz möglich ist, für zulässig.

erklärt für Recht, dass:

besagte Klage gemäss den Artikeln 110 und 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 eine Klage auf Nichtigerklärung ist;

entscheidet:

Artikel 8, b des Dekrets vom 8. September 1981 « fixant les conditions de reconnaissance des radios locales » (zur Festlegung der Bedingungen für die Anerkennung von örtlichen Rundfunksendern) wird für nichtig erklärt.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 20. Dezember 1985.

H. Van Der Zwahlen.

E. Gutt.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 19 december 1985 is de heer Siscot, J.-M., met ingang van 1 oktober 1985, in vast verband benoemd in hoedanigheid van bestuurssecretaris, in het Nederlandse taalkader.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 27 augustus 1985 dat in werking treedt op 31 januari 1986, is de heer Cochart, M., vrederechter van het tweede kanton Namen en van het kanton Andenne, op zijn verzoek, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Nomination

Par arrêté royal du 19 décembre 1985, M. Siscot, J.-M., est nommé à titre définitif à partir du 1^{er} octobre 1985, en qualité de secrétaire d'administration dans le cadre linguistique néerlandais.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 27 août 1985 entrant en vigueur le 31 janvier 1986, M. Cochart, M., juge de paix du second canton de Namur et du canton d'Andenne, est admis à la retraite, à sa demande.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.